

lefigaro.fr

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



MÉMOIRE
L'HOMMAGE TARDIF
DE LA FRANCE AUX HARKIS
PAGE 5

TIGER WOODS
L'INCROYABLE RETOUR
DU MEILLEUR GOLFEUR
DE L'HISTOIRE PAGE 17

MUNICIPALES
LaREM fixe
ses règles PAGE 6

CENTRE
Le MoDem prépare
son « an II » dans
la majorité PAGE 8

SIBÉRIE
Une fronde anti-
Poutine agite
les élections
régionales PAGE 10

PROCÈS
La famille Pastor
fait chagrin séparé
au tribunal PAGE 11

RELIGION
Vers un
rapprochement
historique entre le
Vatican et la Chine
PAGE 12

ATHLÉTISME
Kevin Mayer :
« Je ne vois pas
de limites à ma
progression » PAGE 14

CHÔMAGE
La réforme
présentée
aux syndicats PAGE 22

CHAMPS LIBRES
• Les tribunes
de Jean-
Philippe
Vincent
et de Gérard-
François
Dumont
• La chronique
de Mathieu
Bock-Côté
• L'analyse
de Georges
Malbrunot
PAGES 18 ET 19

**FIGARO OUI
FIGARO NON**

**Réponses à la question
de vendredi:**
Approuvez-vous
la décision du
gouvernement d'exonérer
de l'augmentation de
la CSG 300 000 retraités
de plus ?

OUI 59% NON 41%

TOTAL DE VOTANTS : 36561

**Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr**

Laïcité: les échecs en série de la formation des imams

Les filières universitaires, censées permettre aux imams de se familiariser avec le contexte français et son cadre juridique, sont en réalité peu fréquentées par les religieux.

Il y a plus de dix ans a émergé l'idée en France de donner aux imams une formation « civique et civile » commune. Objectif affiché: former des religieux musulmans

« francophones, qui apprennent le français, qui aiment la France et qui adhèrent à ses valeurs ». Au programme: droit, laïcité, histoire religieuse, philosophie, sociologie. Mais en réalité,

ces diplômés universitaires peinent à attirer les imams, à commencer par ceux qui sont les plus éloignés des valeurs républicaines. D'autant que ces formations, souvent poin-

tues en droit, nécessitent de maîtriser le français. Selon les responsables de différents diplômes, ils seraient tout au plus cinq sur des promotions de vingt à trente participants

à bien parler notre langue. Du côté des musulmans, on accepte difficilement cette formation civique et civile décrochée de la formation théologique.

→ RÉMI BRAGUE: « DANS L'ISLAM, C'EST DIEU QUI DICTE CE QU'IL FAUT FAIRE » → UN PROFESSEUR DE DROIT DE LA LAÏCITÉ À L'UNIVERSITÉ DE LORRAINE DÉRAPE → VERS UN REGISTRE DES ASSOCIATIONS CONTRE L'OPACITÉ FINANCIÈRE → L'ISLAM DE FRANCE PEINE À SE RÉORGANISER PAGES 2 À 4 ET L'EDITORIAL



L'annonce du montant des travaux nécessaires à la restauration de ce bâtiment de Paris devenu iconique, près de 500 millions d'euros, suscite une polémique. Ce chantier mérite-t-il une facture aussi élevée? PAGE 30

Brexit: en difficulté, Theresa May durcit le ton contre l'Europe

Humiliée à Salzbourg, la première ministre impute aux Européens la responsabilité de « l'impasse » des négociations sur les conditions du divorce avec le Royaume-Uni. La rebuffade publique des dirigeants européens envers ses propositions a affaibli un peu plus sa position face à l'aile dure du Parti conservateur, qui les conteste aussi. Il lui fallait donc reprendre l'offensive pour tenter de remobiliser ses troupes. PAGE 10

EDITORIAL par Yves Thérard yththread@lefigaro.fr

Mission impossible

Seul le pragmatisme se révélera efficace dans la lutte contre l'islamisme en France. Nous en sommes malheureusement loin. Depuis dix ans, tout ce que les pouvoirs successifs ont imaginé comme parades a échoué. La création du Conseil français du culte musulman, véritable pétaudière instrumentalisée par des associations intégristes, reste le ratage le plus flagrant. Fort de cette expérience, Emmanuel Macron serait bien inspiré de ne pas répéter les erreurs du passé. Non seulement parce que l'organisation d'un islam de France n'est pas la vocation de l'État, laïque, faut-il le rappeler. Mais aussi parce que pareille mission relève de l'impossible. Même en se refusant toute intervention à caractère théologique. Le fiasco des formations universitaires destinées à familiariser les imams avec notre

scandaleux, plus favorables au salafisme qu'à la promotion de la laïcité. À Metz, par exemple, un professeur agrégé a dénoncé, l'année dernière, l'interdiction du voile à l'école et prétendu qu'un « ressentiment anti-arabe » régnait dans notre pays. Il fallait être bien naïf pour penser que les prédicateurs les plus haineux deviendraient du jour au lendemain, à la faveur de ces cours, des défenseurs zélés des règles de la République. La charia restera toujours, pour eux, la loi fondamentale, comme elle l'est aujourd'hui pour un quart des musulmans de France. Face à l'islamisme, la seule solution reste la stricte application de notre législation. Comme le rappelle l'éditorial sur la page suivante.

Daniel FEAU
BEAUX APPARTEMENTS PARISIENS

Grand Palais : le monument de tous les excès

PATRIMOINE Une polémique enfle sur le coût du projet de restauration du bâtiment parisien. La direction affirme qu'il s'autofinancera, à terme.



CLAIRE BOMMELAER
cbommelaer@lefigaro.fr

ubliez la Philharmonie de Paris ! C'est le Grand Palais, à Paris, qui occupe désormais la place peu enviable de « projet culturel pharaonique ». Selon *Le Canard enchaîné* du 19 septembre, ce ne sont pas 466 millions d'euros, mais bien 541 millions d'euros qui seraient nécessaires pour sa rénovation, qui doit être achevée en 2024, pour les Jeux olympiques. La direction de la RMN-Grand Palais estime ce chiffre « infondé ». Il « prétend intégrer au coût du projet les intérêts de l'emprunt sur vingt-cinq ans », qui seront à terme « couverts par les recettes supplémentaires », explique Emmanuel Marcovitch, directeur général délégué depuis le départ de son président, Sylvie Hubac.

Mais la grenade a été dégoupillée. Même à 466 millions, la facture est salée, et son montant alimente une controverse dont Paris a le secret. « Nous avons 466 millions d'un côté pour un grand projet parisien et 20 millions de l'autre pour le loto du patrimoine », a grincé Stéphane Bern. Alors, faut-il restaurer ce bâtiment iconique à tout prix ? Trois présidents de la République ont estimé que oui, alors même que les finances publiques sont depuis longtemps dans le rouge.

« L'Inspection générale des finances a fait valoir que le modèle économique du futur Grand Palais permettrait d'équilibrer les comptes »

EMMANUEL MARCOVITCH
DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ
DE LA RMN-GRAND PALAIS

Construit pour l'Exposition universelle de 1900, en même temps que le Petit Palais et le pont Alexandre-III, l'édifice n'était pas fait pour durer. Au fil des ans, ce paquebot de 72000 m² n'a donc cessé de se dégrader. En 1993, lors d'un Salon du design, un rivet de la charpente s'est brusquement détaché et a manqué tuer un exposant. Fermé pendant douze ans, il a été l'objet d'une première campagne de travaux (120 millions d'euros). « À l'époque, des voix se sont élevées pour privatiser ces lieux, perçus comme un gouffre financier », se rappelle l'ancien ministre de la Culture Renaud Donnedieu de Vabres. Mais une fois la rénovation achevée, le Grand Palais est devenu un lieu incontournable, en plein cœur de Paris. »

Hélas, en dépit de la restauration de la verrière, de la reprise des fondations et de la restauration des façades, il faut repartir à la charge. Les toitures en zinc prennent l'eau, la plupart des espaces ne sont pas aux normes. Sous la nef, où sont organisés des événements prestigieux (Saut Hermès, défilés haute couture, Fiac, Paris Photo), il fait froid l'hiver et étouffant l'été. Les galeries nationales, où sont présentées

466 millions

d'euros sont financés par la Culture (128), le grand plan d'investissement (160), un emprunt (150), du mécénat (25) et des partenariats Universcience (3)

de grandes expositions (« Picasso et les maîtres », « Monet » ou « Jean Paul Gaultier »), sont malcommodes, au vu des standards internationaux. De même, le Palais de la découverte n'est pas à la hauteur du Centre de sciences qu'il veut être.

En 2011, l'ancien ministre de la Culture Frédéric Mitterrand avait donné son accord pour un projet d'envergure. Non chiffré, il mettait en avant la nécessité de tout remettre à plat. Bercy avait alors freiné des quatre fers et plaidé à son tour pour une concession, au moins partielle, au secteur privé. Mais le gouvernement Hollande a approuvé à son tour le projet, en 2016 (à hauteur de 466 millions d'euros), en autorisant un emprunt (150 millions) ainsi que le recours au grand plan d'investissement lancé par l'État (160 millions). Cet emprunt « fait courir un risque », note depuis la Cour des comptes dans un rap-

port non public, révélé par La Tribune de l'art. Il permet à tout le moins de limiter la dispersion des crédits de la Culture.

À peine élu, Emmanuel Macron s'est à son tour penché sur le sujet. Convaincu que les grands monuments tirent le pays vers le haut et engendrent de l'activité économique, il a tout de même commandé un rapport à l'Inspection générale des finances (IGF), resté confidentiel. « L'IGF a fait valoir que le modèle économique du futur Grand Palais permettrait d'équilibrer les comptes », assure Emmanuel Marcovitch. Le chantier a donc été confirmé en décembre 2017 et rendu public en février 2018. Le rapport voit grand.

Outre la remise d'aplomb des parties historiques, et les mises aux normes, il prévoit l'ouverture de 30 % de surfaces d'exposition supplémentaires, le doublement de la jauge

sous la nef (à 11000 personnes), le percement d'une rue des Arts parcourant le monument, une nouvelle entrée, une muséographie nouvelle, y compris pour le Palais de la découverte, et de nouveaux abords, enfin. Il mise sur l'augmentation de la fréquentation - Paris accueille 32 millions de touristes par an - et sur l'engouement des grandes marques de luxe ou des organisateurs de salons, pour rentrer dans ses frais.

« Notre potentiel est énorme », promet le directeur. En 2017, la location des espaces, et surtout de la nef, a rapporté plus de 18 millions d'euros à l'État. Les équipes du blockbuster américain *Mission impossible* ont loué le site pendant douze jours. Et le monde entier regarde actuellement au cinéma Tom Cruise faire ses cascades autour de la coupole. C'est tout le paradoxe d'un monument gourmand en budget mais capable de faire briller Paris. ■

TRÈS CHÈRES NOTES DE TAXI

Selon *Le Canard enchaîné*, l'ancien président du Grand Palais Jean-Paul Cluzel aurait dépensé 410 000 euros, en location de limousine et frais de taxi, entre 2011 et 2016. Interrogé par l'AFP, ce dernier se défend. Le chauffeur, explique-t-il, « servait également pour les membres de la direction, les artistes, collectionneurs et invités ». Quant à la voiture, « c'est une Peugeot 508. À ceed s'ajoutait un recours ponctuel aux taxis, notamment pour les heures très tardives et pour les invités quand mon chauffeur ne pouvait suffire à lui seul ».

Les travaux de rénovation du Grand Palais devront être achevés en 2024 pour l'ouverture des Jeux olympiques. En bas, l'actuelle entrée du monument portera le nom de Gabrielle Chanel après sa restauration grâce au mécénat de la marque de luxe.



ROSTISLAV AGEJEV/ISTOCK/ADOBEL.COM, JEAN-CHRISTOPHE MARMAGNE/LE FIGARO

François Chatillon : « Restaurer coûte plus cher que construire du neuf »

72 000 mètres carrés de surface globale, dont 13 500 sous la nef

François Chatillon est architecte en chef des Monuments historiques. En charge de la restauration des parties historiques du Grand Palais, il justifie le fait que 137 millions d'euros y seront consacrés, sur le total de 466 millions d'euros annoncé pour la reconfiguration du monument.

LE FIGARO. - Pourquoi les travaux pour le Grand Palais sont-ils si chers ?

François CHATILLON. - Le Grand Palais est un bâtiment hors normes, qui occupe tout un îlot au sein du VIII^e arrondissement de Paris. Ses espaces sont immenses,

presque sans équivalent : il y a en tout 72 000 mètres carrés de surface, 12 mètres de hauteur, soit l'équivalent d'un immeuble sous les galeries, la verrière se déploie sur 17 000 mètres carrés. La mesure du budget, s'il y en a une, découle principalement de l'immensité des volumes à traiter.

Stéphane Bern a comparé le budget débloqué pour le Grand Palais aux 20 millions récoltés grâce au loto du patrimoine.

Selon lui, l'État privilégie le grand patrimoine parisien au détriment du petit. Qu'en dites-vous ?

Un budget de 137 millions d'euros sur douze ans pour ce type de bâtiment, c'est finalement assez classique. Et cela n'a rien à voir avec Paris contre la province. Restaurer coûte plus cher que construire du neuf, c'est un fait. Et comparativement, la restauration d'un château XVIII^e coûte plus cher au mètre carré que ne coûte celle du Grand Palais. Datant de 1900, le monument est une architecture de type largement industriel, faite de verre et de fer, et de zinc pour les toitures. Il y a très peu de dorures, très peu de parquets classés, ni de soie à refaire.

par exemple. Il n'y aura pas de « surenchère » dans la restauration, dans les gestes, ni dans les matériaux utilisés.

N'aurait-on pas pu organiser des « phases » pour les travaux, voire les décaler dans le temps ?

Tous les experts le savent : restaurer par petits bouts fait flamber une facture. La RMN-Grand Palais veut conduire un projet d'ensemble, qui réhabilite le bâtiment, le remet aux normes et lui donne un avenir grâce à un nouveau projet culturel. Le Grand Palais, construit pour l'Exposition universelle de 1900, devait être éphémère. Cent vingt ans plus tard, il est en mauvais état, et ne respecte pas les nouvelles normes de sécurité. En 2000, après qu'un rivet de la charpente métallique est tombé, mon prédécesseur Alain-Charles Perrot a repris une partie de la verrière. Il a refait l'équivalent de 30 % des toitures, ainsi que les fondations du palais. Dix-huit ans plus tard, le reste des toitures prend l'eau, le bâtiment n'a pas d'isolation thermique, il n'est pas stable au feu, il contient de l'amiante et du plomb, il y a peu d'accès handicapés et peu d'esca-

liers de secours. Certains endroits sont interdits au public, pour des raisons de sécurité. Cette année, la préfecture de Paris a de nouveau donné une autorisation d'exploitation et d'ouverture, à la condition expresse que des travaux de restauration soient menés.

Quelle garantie a-t-on que votre budget sera tenu ?

On aurait pu annoncer un budget moindre, et faire constater en 2024 qu'il n'a pas été respecté ! Mais nous avons joué la transparence. Nous sommes dix personnes dans mon agence à travailler sur le chantier monument historique. Il n'y a pas un jour où nous ne nous posons pas la question des coûts et je peux vous assurer que c'est un travail de fourni. Certes, on pourrait toujours jouer sur les finitions, ou supprimer la restauration d'une partie des espaces. Mais les mêmes personnes qui rient au scandale aujourd'hui diraient alors que l'État néglige son patrimoine. C'est tout le paradoxe de ces chantiers et de ces monuments. Ils sont affolants dans leur démesure, et sont pourtant cela qu'on les aime. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. B.

